

**Jean
Barrot**

**VIOLENCE &
SOLIDARITE
REVOLUTION
NAIRES**

Les procès
des communistes
de Barcelone

PETITE BIBLIOTHEQUE BLEUE
EDITIONS DE L'OUBLI

du même auteur

Le « renégat » Kautsky et son disciple Lénine, in Kautsky, Les trois sources du marxisme, Spartacus, 1969.

Le mouvement communiste, Champ Libre, 1972.

Communisme et « question russe », La Tête de Feuilles-SEF, 1972.

Les révolutionnaires et le Front Populaire, in La légende de la gauche au pouvoir/Le Front Populaire, La Tête de Feuilles, 1973.

Nature et fonction actuelle du parti, in *Le Mouvement Communiste*, n° 3, juillet 1972.

Révolutionnaire ? (notes sur la subversion), in *Le Mouvement Communiste*, n° 4, mai 1973.

De la politique, in *Le Mouvement Communiste*, n° 5, octobre 1973.

La guerre civile en Espagne, 1973, in *Le Mouvement Communiste*, n° 6, octobre 1973.

en anglais

En collaboration avec F. Martin : Eclipse and Re-Emergence of the Communist Perspective, Black and Red, Detroit, USA, 1974.

en allemand

Der Renegat Kautsky und sein Schüler Lenin, in Thesen über den Bolschewismus, Kollektiv Verlag, Berlin, 1972.

en danois

« Renegaten » Kautsky og hans discipel Lenin, Kommunismen, Bagsvaerd, 1972.

Bidrag til kritikken af den venstreradikale ideologi, Kommunismen, 1972.

en italien

Contributo alla critica dell'ideologia ultrasinistra, Ed. G.d.C., Caserte, 1973.

Capitalismo e comunismo, La Vecchia Talpa, Naples, 1973.

La guerra civile in Spagna, Violenza e Potta di classe, Milan, 1973.

Jean Barrot

Violence et solidarité
révolutionnaires

Les procès
des communistes de Barcelone

Editions de l'Oubli
2, rue Wurtz, Paris 13^e

"Notre objet n'étant pas la production et la critique esthétiques ou littéraires, les camarades ou les lecteurs n'ont pas à s'attarder pour apprécier le passage, la page ou le texte que nous publions, mais doivent toujours avoir à l'esprit la liaison entre les différentes parties du travail accompli par notre petit mouvement..."

Il Programma Comunista, 1953

"Dans les moments de crise, le manque de tête devient un crime contre le parti, et ce crime réclame un châtime public"
Marx.

"Je commence à peine à vous faire comprendre que je ne veux pas jouer ce jeu-là" *Debord*

Ce texte fait suite au n° 6 du *Le Mouvement Communiste : La guerre civile en Espagne, 1973 (Violence et mouvement social)* (octobre 1973). Le but de ce n° 6 était d'approfondir un problème essentiel, à l'occasion de l'aide apportée à des révolutionnaires menacés, comme une forme de cette aide, et l'une des plus utiles : l'une de celles que seuls les révolutionnaires peuvent fournir. Ce texte, sorte de "bilan" de cette aide, n'a pas pour objectif de justifier ou démolir telle position, de répondre à d'autres. Il y fera pourtant référence, sans se polariser sur des attitudes, groupes ou personnes contingentes. Il expliquera aussi pourquoi le *Mouvement Communiste* a cessé de paraître après ce n° 6. Certains problèmes seront développés ultérieurement. Pour information, on peut lire *Gangsters ou révolutionnaires ?*, comité *Vérité pour les révolutionnaires espagnols*, et *Eléments d'information sur l'activité des "gangsters" de Barcelone*, Ed. Mai 37.

I

Le signe profond de faiblesse du mouvement révolutionnaire dans cette affaire, n'est pas son incapacité à mener une action efficace pour aider les emprisonnés. Le mouvement subversif n'est jamais une force considérable, en dehors des périodes où la société est ébranlée. Il ne peut disposer d'un réel pouvoir de pression en période de paix sociale, car il ne devient jamais une puissance au sein de cette société. Le signe profond de l'impuissance du mouvement a été son incapacité à dépasser, même en théorie, le dilemme principes/réalisme, qui, une fois encore, a fait entendre son dialogue faux, y compris parmi les plus lucides et cherchant à ne pas se payer de mots. Chacun est sûr de l'emporter sur le terrain qu'il choisit : ou l'on rejette l'action au nom de la pureté des principes ; ou l'on justifie le compromis au nom de l'efficacité. Or, chacun des deux terrains est faux en lui-même, parce que partiel. Il est trop facile de se lancer dans une dénonciation ou une justification. Ce type d'affaire est par nature délicat, comme toute tentative pour changer effectivement quelque chose. Plus que d'autres, de tels événements contribuent à faire perdre le sens de "la dialectique de la totalité" (Debord).

II

Contrairement aux participants et observateurs qui envisagent l'affaire à partir de données théoriques supposées exactes et reconnues, il faut justement saisir le problème en amont, revenir en deçà des fausses évidences. Il serait idéaliste d'estimer que le mouvement n'a pas agi comme il l'aurait pu, simplement par une lacune théorique. Mais l'insuffisance théorique l'a profondément handicapé. Au stade actuel, elle doit être signalée, plus tard dépassée. La même cause, l'incompréhension de la nature profonde du mouvement communiste, a contribué aux réactions (pourtant diverses) des adversaires de l'aide apportée aux espagnols, aux faiblesses de ceux qui les ont effectivement aidés, mais aussi aux espagnols eux-mêmes.

III

Les prolétaires sont ceux que Bordiga appelle "coupés de", "privés de" (pas seulement des moyens de production, mais des moyens de la vie en général, affective, intellectuelle, etc. : le capital tend à faire de nous des infirmes), contraints de se réappropriier ces conditions, et par là de les changer, d'en créer de nouvelles. Ce premier point, essentiel, ne vaut rien sans le second. L'une des grandes forces du marxisme officiel est d'appliquer la méthode "matérialiste" à toutes sortes de domaines, sauf à celui qui importe le plus au communisme théorique : la révolution. Si la vie d'une société est déterminée en dernière analyse par la production-reproduction de ces conditions matérielles d'existence, la révolution de cette société est également déterminée en dernière analyse par la *révolution de la production de ses conditions matérielles*. Pour produire un monde nouveau, pour se changer lui-même en changeant la société, le prolétariat est forcé de maîtriser les conditions de production, non pour les aménager, contrôler ou gérer, mais pour les bouleverser, à commencer par la

destruction de la production comme activité séparée, Ce second point, à son tour, perd tout son sens si l'on ne le rattache pas au premier. La révolution communiste est donc appropriation des conditions de vie, et suppose qu'au moins une partie des travailleurs productifs mettent en œuvre leur fonction sociale en la *transformant* ("production" incluant les transports, l'information, l'énergie, etc., et ne se bornant pas à la fabrication d'objets par des ouvriers en bleu de travail). La révolution n'est pas un problème "ouvrier", elle fait éclater la condition "ouvrière". Elle n'est pas l'avènement d'une société de "producteurs" ; mais destruction de la production en tant que telle. Or, à cette fin, le bouleversement de tout l'appareil productif suppose sa maîtrise. En ce sens le prolétariat productif joue un rôle décisif.

1) La révolution ne triomphera que si y participent une proportion de travailleurs productifs suffisante pour assurer le contrôle de la production (au sens défini, plus haut) ; ce pourrait être une majorité ou une minorité de ces travailleurs.

2) Par conséquent, les mouvements prolétariens dans les divers secteurs de la production, loin d'être un archaïsme ou une avant-garde du capital, ont actuellement une importance déterminante dans la lutte entre classes ; la façon dont les ruptures se déroulent, et les conflits se règlent (aussi bien avec l'État et la bourgeoisie qu'avec les syndicats, partis,...) est très importante pour l'issue de la révolution future.

3) Les tentatives de regroupement ouvrier antipatron et antisyndical (syndicats traditionnels ou organes parallèles tels des comités soi-disant autonomes) sont l'un des moyens par lesquels le prolétariat prépare la révolution, mais elles se transforment en organes para-syndicaux dès qu'elles survivent à leur fonction initiale (*Le Mouvement Communiste* n° 1).

4) Toute théorie et toute pratique révolutionnaire qui ne tiendraient pas compte de ces données, qui sont une composante indispensable de la révolution, se condamnent à s'autonomiser du mouvement subversif, et à le quitter en partie ou en totalité.

En s'appropriant des rapports, le mouvement vers la communauté brise l'atomisation, par une pratique. C'est aussi vrai de la révolution elle-même, que des actes qui la précèdent et préparent. Le mouvement révolutionnaire est une communauté qui tend à se constituer en modifiant des rapports (matériels et autres), donc aussi ses propres rapports. Seule une *rupture* de société peut réaliser cette transformation, mais il existe dès maintenant une *tendance* à des rapports communistes (pas seulement par la gestion des luttes, mais à un niveau bien plus vaste). C'est sur cette base qu'on peut poser la question de la violence : de son surgissement de la société, de son emploi par les révolutionnaires, et de leur réaction face à l'usage défensif de la violence par le capital contre eux (ce qu'on appelle répression).

IV

Il n'y a jamais, d'un côté une classe ouvrière qui se bat, de l'autre, bien séparés, des éléments bizarres tentés par l'aventure violente. Pas plus qu'on ne peut distinguer (à Barcelone ou ailleurs) des ouvriers qui s'organisent, des groupes douteux, et une organisation vraiment révolutionnaire qui intervient. Il y a des prolétaires dont certains sont conduits à employer la violence (plus rapidement à Barcelone qu'à Paris, actuellement), et certains d'entre eux sont liés au mouvement ouvrier. Le lien peut alors être complexe, il n'en est pas moins réel, dans le cas des espagnols qui nous intéressent ici. Il est également trop facile de distinguer entre la "simple révolte" et "l'attitude révolutionnaire", comme si elles étaient le fait exclusif de la petite bourgeoisie pour la première, et du prolétariat pour la seconde. L'ouvriérisme se situe d'ailleurs là : croire que les ouvriers, parce qu'ouvriers, ne tomberont pas dans les errements d'autres couches sociales. Face à des actions armées, visant par exemple à se procurer des fonds, on ne peut définir une série de conditions minimales sans lesquelles elles ne seraient pas révolutionnaires, encore moins exiger qu'elles soient effectuées par des groupes révolutionnaires ayant une perspective et une organisation impeccables, de manière à ce que le "groupe révolutionnaire" en garde le contrôle (*Révolution Internationale*, n° 6 [1]). Le fait est qu'il existe des groupes de prolétaires ayant recours à de tels moyens, de temps à autre, et parfois avec succès : le coup effectué, ils se fondent à nouveau dans la classe. Raisonner en termes : les révolutionnaires/ le prolétariat, en donnant aux seuls premiers le droit d'utiliser ces procédés, et d'être défendus par le mouvement révolutionnaire s'ils se font prendre, c'est bel et bien concevoir les révolutionnaires extérieurs au prolétariat. Au nom de "la classe", on finit par se désintéresser des membres de cette fameuse classe qui ont recours à la violence, parfois de façon confuse. Il est vrai qu'il faut exposer, voire dénoncer, cette confusion (paragr. VI, VII, VIII) : mais il n'est nul besoin de ne pas aider des révolutionnaires pour les critiquer. La vision de l'usage bien planifié de la violence par un groupe révolutionnaire contrôlant tout - y compris lui-même - est soit celle d'un parti espérant encadrer si bien la classe que toute manifestation de violence spontanée soit impensable (PC) ; ou d'un petit groupe seulement préoccupé de faire la leçon aux autres. Dans les deux cas, c'est une fantasmagorie qui croit réduire un mouvement social à son organisation par un groupe. Soit réellement (PC). Soit polémiquement : petit groupe pour qui rien n'est révolutionnaire en dehors de lui. Il loue autant "la classe" qu'il attaque tout ce qui naît en elle et s'oppose tant soit peu à ses idées et pratiques. Entre le

prolétariat et lui, il ne voit qu'un "marais", utile cependant pour entretenir sa polémique et l'entretenir lui-même ainsi. Il passe beaucoup plus de temps à critiquer ce marais qu'à approfondir les questions essentielles, parce que sa perspective d'abord organisationnelle le pousse à y recruter. Il se conçoit et ne vit que comme purificateur des éléments douteux qui encombrant le prolétariat. Au contraire, à Barcelone, on a vu des groupes s'appropriant des moyens nécessaires à leur action subversive. Il est exact que l'appropriation, jouant aussi au niveau des liens entre les individus qui l'effectuent, peut devenir un but en soi, permettant à ces individus de vivre dans un monde à eux, dans une communauté étriquée mais protectrice. Mais le risque de dégénérescence existe dans toute forme d'activité révolutionnaire, et, s'il est vrai qu'il est ici plus dangereux pour ceux qui l'exercent, il est faux qu'il soit moins dangereux que d'autres pour le mouvement. L'écriture de textes, afin de clarifier, peut devenir le moyen de survie d'un groupe replié sur lui-même, opposé à tout, mesurant les autres pratiques radicales à l'étalon de ses propres positions, et les trouvant donc nuisibles. Ce mode d'être détruit tout autant les révolutionnaires que la répression policière, et davantage ; car il participe de l'idéologisation du mouvement. Il est illusoire de toujours faire la leçon aux révolutionnaires violents, comme si l'on avait affaire au danger le plus menaçant. Les rabâcheurs de leçons feraient mieux de se demander s'ils ne tombent pas victimes de périls moins visibles mais plus subtils, qui entament par l'intérieur ce qu'ils peuvent avoir de subversif.

V

Les uns ont nié le caractère révolutionnaire de l'action des espagnols parce qu'elle n'était pas menée dans les conditions où les "révolutionnaires" pourraient en organiser. D'autres l'ont également nié en la réduisant à un phénomène de "délinquance" (*L'antifascisme dans un verre d'eau de Vichy*, Ajax, Bériou, Brisset, Cicero, Will [2]). Ils ont (mal) posé un problème réel : certaines statistiques indiquent par exemple qu'une proportion importante d'immigrés yougoslaves en France empruntent la voie de la délinquance, recours immédiat à l'illégalité et à la violence auquel sont conduits un nombre croissant de prolétaires. Effectivement, on ne peut tracer une ligne nette entre le fait de voler "pour s'en sortir", et le fait de voler en participant de près ou de loin à des activités subversives, éventuellement en y consacrant une partie de l'argent volé (avec, certes, les risques de dégénérescence que cela comporte). Cet aspect existe aussi à Barcelone : mais il n'y est pas le seul, et semble loin de dominer les autres. Affirmer que des individus ou groupes délinquants, parallèlement à leur délinquance, auraient été en contact avec le communisme, c'est inverser (malgré les informations diffusées) le mouvement réel à l'origine de l'ex-MIL et de sa dissolution : et en particulier le rapport aux prolétaires dans les entreprises. Une grande partie des fonds servait de moyen de lutte (parmi d'autres) à la minorité ouvrière radicale. Sans doute cette lutte servait-elle aussi dans une certaine mesure de moyen aux expropriateurs pour se donner une raison d'être. Mais, comme dans le cas précédent, cela ne caractérise nullement cette activité : un rapport ambigu est présent dans toute manifestation subversive. La pureté n'existe que chez les fées. Le problème naît lorsque l'ambivalence se déséquilibre et que le moyen devient fin (paragr. VI). Il est aussi faux de voir *seulement* la violence révolutionnaire partout et nulle part, que d'y voir *seulement* le fruit de l'action des révolutionnaires purs et durs.

La délinquance n'est qu'une forme douce de la "guerre civile barbare" (*Négation* n° 2), où s'affrontent des individus et groupes pour défendre des intérêts immédiats (mystifiés) sans attaquer la base de la société. On ne peut faire l'éloge de ce qui reste activité individuelle - même s'il s'agit de groupe - ni y voir un signe positif : c'est la preuve de la décomposition du vieux monde, non de l'émergence d'un nouveau. La violence révolutionnaire est bien autre chose, et doit d'abord, pour être efficace, entamer la base matérielle de la société (paragr. III). Certes, le délinquant n'est pas le gangster. Mais il n'y a aucune raison logique, dans le mécanisme délinquant, qui empêche de devenir gangster. Seul l'étroitesse de ce marché du travail l'interdit : on ne devient pas patron en un jour, et il faut commencer par travailler comme salarié d'un patron gangster ; mais le nombre d'offres d'emploi reste limité. On ne peut pas ne pas distinguer entre réaction individuelle (qui ne rompt pas encore avec l'atomisation sociale) et réaction collective (paragr. XII).

VI

Bien qu'il soit encore difficile de porter un jugement sur l'ex-MIL et ce qu'il est devenu, il n'est pas non plus possible de se réfugier derrière l'insuffisance d'informations sur le passé et le présent. Trop de demi-vérités circulent. Sur la base de ce qu'on sait, il est possible de critiquer explicitement (et non implicitement comme le faisait le n° 6 du *Mouvement Communiste*) certaines pratiques et tendances. Sans nier pour autant ce que représentent le MIL et l'ex-MIL : profondément liés depuis longtemps (avant 1968) au mouvement ouvrier, un grand nombre de ses membres ont évolué en particulier sous l'influence de grèves, participant même à des contacts entre entreprises de France, d'Italie et d'Espagne (grève d'Harry Walker). Ils appartiennent à ce que le mouvement révolutionnaire a produit de meilleur depuis quelques années, se rattachant à la fois aux luttes ouvrières et à un mouvement

théorique international. A tout prendre, compte tenu de l'isolement, leur confusion n'est pas pire que celle des autres. Son danger n'est que plus visible.

Une double coupure semble s'être développée dans le MIL : d'une part entre des tendances "anarchiste" (contre l'autorité, autonomie des luttes de base) et "marxiste" (proche de la gauche communiste et de l'IS) ; d'autre part, entre les éléments liés aux ouvriers et impulsant la "bibliothèque", et ceux spécialisés dans les actions armées. Les deux coupures se superposent, les "marxistes" étant aussi parmi ceux qui s'occupaient le plus de la bibliothèque. Mais l'existence de ces deux coupures n'empêchait ni la collaboration, ni le flottement théorique au sein de chaque "tendance". Par ailleurs, le MIL n'était pas isolé d'autres groupes (formels ou non) dont certains pratiquaient aussi des actions armées : quelques-uns comme moyen de propagande. Plutôt que des groupes distincts, il serait plus juste de concevoir une nébuleuse composée d'individus et groupes souvent mêlés. Un des traits dominants est l'affirmation de "l'autonomie" des groupes, qui finit par poser autant de difficultés qu'une organisation trop centralisée, car l'autonomie, lorsque les groupes ont des contours flous, permet de ne pas savoir exactement qui est qui, qui fait quoi, et engendre l'irresponsabilité. Sans être le centre du mouvement révolutionnaire de Barcelone, le MIL a eu un rôle réel, aidant par exemple matériellement des groupes de bases (autonomes) à publier des textes. Bien plus qu'une organisation unifiée, c'était un sigle recouvrant des activités diverses. Par exemple, le terme "MIL", le plus souvent interprété comme Mouvement Ibérique de libération, était conçu par certains de ses membres comme une dérision : ils disaient s'appeler MIL (1000) comme ils auraient pu s'appeler "CENT", pour avoir un nom, sans y attacher une valeur particulière ; selon eux, c'est ensuite la presse qui attribua une signification spéciale à chaque lettre M.I.L. Approximativement, en 1970-72, il y eut une montée de luttes ouvrières et un essor de comités de base éphémères (un peu comme en France après 1968), détruits de l'extérieur ou de l'intérieur. A l'insistance sur les luttes à la base, la démocratie ouvrière, etc., succéda, pour certains - ouvriers et non ouvriers -, un approfondissement théorique, avec l'aide de textes de la gauche communiste. En même temps, quelques membres du MIL réfléchirent à nouveau sur les actions armées. En août 1973, le MIL décida de se dissoudre en tant qu'organisation politico-militaire centrale. C'était sans doute plus une mesure organisationnelle qu'un changement réel de pratique (paragraphe suivant). En septembre, une minorité "marxiste", disant comprendre seulement 6-8 membres et ne plus collaborer avec les autres, n'envisageait les actions armées que comme actes à limiter à un minimum, et non un moyen normal de se financer. A ce moment les brochures commençaient à se diffuser plus régulièrement, et des ouvriers leur avaient conseillé d'arrêter les expropriations, devenues en grande partie (totalement ?) inutiles.

Or, même à ce stade, l'ex-MIL se définissait encore comme groupes de "révolutionnaires" qui "appuient" les ouvriers radicaux. Cette façon de privilégier "l'appui" au mouvement social est une autre manière de lui rester extérieur, ou de le devenir. L'auto dissolution reposait sur une prise de conscience très partielle de l'évolution, sans essayer d'envisager la question de la violence dans sa totalité. Par exemple, on ne revint pas sur des positions telles que l'article sur les "brigades rouges" italiennes (CIA, n° 2), ambigu, sinon élogieux de ces groupes, trahissant une sympathie pour la propagande par le fait. Plus profondément, ils n'ont pas essayé de cerner la nature du capital et du communisme, ce qui aurait permis de remettre à leur place la force de l'Etat, les syndicats, les gauchistes, etc., et la violence contre eux.

On ignore encore comment fut menée l'attaque de banque fin septembre, qui entraîna une série d'arrestations. Peut-être était-elle prévue depuis longtemps ; peut-être la position des "marxistes" était-elle floue ; y eut-il collaboration entre cette minorité et d'autres membres de l'ex-MIL ? On ne peut pas plus y apporter de réponse que savoir exactement ce que font en ce moment les éléments de l'ex-MIL non arrêtés. Il est donc exclu de juger des individus ou des groupes ; on peut seulement poser quelques principes.

La question des formes d'organisation s'est révélée une fois de plus secondaire, et le fait de la considérer primordiale, mystificateur. La difficulté n'était pas de choisir entre organisation unifiée et groupes autonomes, mais de clarifier le rapport entre prolétariat et violence armée. Une minorité du prolétariat a recours à l'action armée sous la pression des circonstances : mais cette contrainte inclut également que l'emploi de la violence reste contrôlé, non par une "organisation des révolutionnaires", mais par le besoin qu'en ont les prolétaires organisés concernés. On ne peut nier que les attaques de banque aient servi à financer le mouvement prolétarien ; ni qu'elles aient souvent rapporté de faibles sommes, et se soient *elles-mêmes* autofinancées. L'activité armée créait sa propre nécessité, ne correspondant plus tout à fait au besoin d'argent - réel, mais qui n'explique pas *tout* - de la bibliothèque. L'ex MIL a été frappé alors qu'il parvenait à peine (et encore...) à aborder une nouvelle étape. Si les rescapés devaient continuer à faire des coups pour vivre, sous prétexte qu'ils n'ont pas d'autre choix, cela prouverait qu'ils sont devenus des révolutionnaires professionnels, et peut-être bientôt des professionnels tout court. S'ils poursuivaient des actions armées, en partie pour eux, en

partie pour aider la bibliothèque, on ne pourrait pas s'en réjouir. Tôt ou tard ce rapport devra peser sur l'activité propre des prolétaires en contact avec eux. Il est impensable que des spécialistes apportent de l'argent sans contrepartie : l'apport d'argent (dangereux par son côté artificiel) s'accompagnera de pressions - mêmes involontaires - sur les textes publiés. L'autonomisation des anciens spécialistes, si elle se développait, aboutirait à altérer la substance communiste de l'action à Barcelone. Le prolétariat ne peut pas disposer de gens qui se mettent à son "service". C'est en faisant eux-mêmes usage de la violence que des groupes de prolétaires peuvent la contrôler. Le recours à des équipes spécialisées n'est qu'une solution très provisoire. De toute façon, il serait absurde de tout concevoir en fonction de la publication de textes. S'il n'y a pas durablement d'autre moyen que le hold-up pour financer des brochures, sur une longue période, c'est qu'elles ne répondent pas à un besoin social réel. Mieux vaudrait alors faire moins, mais mieux. Le mouvement prolétarien de Barcelone ou de toute autre ville n'a rien à faire d'un "centre" diffuseur de textes ou rassembleur des ouvriers. Dans les conditions espagnoles actuelles, l'usage de la violence par une minorité isolée peut être facilement utilisé par un camp capitaliste ou un autre dans la préparation de l'après-franquisme. Mais la tentative de regrouper du monde ne serait pas non plus un bon moyen de lutte contre le PCE et autres forces encadrant les ouvriers. Il semble que le plus utile soit de faire le bilan des mouvements passés (y compris du MIL), en diffusant des textes comme on peut, et en agissant dans des luttes spontanées ; et non de créer un centre, ou de pallier par une action violente les faiblesses d'un mouvement prolétarien qui n'est peut être pas mûr pour agir positivement (paragraphe suivant). Les auteurs des hold-up n'ont pas simplement fourni de l'argent au mouvement, ils y ont aussi reproduit la structure produisant des hold-up. Tout acte révolutionnaire : écrire, publier, organiser, lutter, etc., est plus qu'un simple "instrument" au service d'une fin. Il n'y a pas de formule magique pour éviter la dynamique d'autonomisation. Encore faut-il reconnaître et connaître ce risque. "M. Proudhon a très bien compris que les hommes font le drap, la toile, les étoffes de soie, et le grand mérite d'avoir compris si peu de chose ! Ce que M. Proudhon n'a pas compris, c'est que les hommes, selon leurs facultés, produisent aussi les *relations sociales*, dans lesquelles ils produisent le drap et la toile" (lettre de Marx à Annenkov, 28 décembre 1846, à rapprocher du passage de *l'Histoire des doctrines économiques* sur le "crime" comme secteur de production : Ed. Costes, t. II, pages 162-4). L'expérience blanquiste des groupes d'action, bien qu'elle serve le plus souvent d'épouvantail à ceux qui refusent la violence révolutionnaire, est instructive à cet égard. "Le recrutement des 'groupes', sur la double base du quartier d'habitation et du lieu de travail, révèle le souci blanquiste de réunir à ses cadres étudiants, déclassés et bohèmes, tous ceux des ouvriers excédés par les lenteurs et les formes du mouvement purement ouvrier et désireux d'en finir d'une façon ou d'une autre. Les groupes ne valaient que comme énergie emmagasinée. Laissés à eux-mêmes sans activité, ils périllicitaient ou sombraient dans le banditisme. Pour cette raison, Blanqui lui-même dut les conduire à l'action sans but réel, sans autre tactique que d'employer une force devenue autonome et contenant sa propre violence." (P. Riviale, *Stratégie de l'insurrection*, à paraître).

VII

La croyance en l'imminence de la révolution est aussi dangereuse que celle en une longue période préalable de "préparation" (pratique ou théorique). Autant des affrontements décisifs *peuvent* survenir d'ici quelques mois ou années, ce qui n'était pas le cas en 1950 ou 1960, autant il serait désastreux de se fonder sur cette *possibilité* pour risquer le tout pour le tout dès maintenant. La violence des luttes ouvrières n'est pas le signe d'une situation pré-révolutionnaire. Leur contenu dépend de l'évolution du capital en Espagne, donc dans le monde. L'Espagne tente d'aller vers une industrialisation encore plus moderne : son originalité - qu'elle partage avec d'autres pays - est de devoir franchir ce cap à un moment de "crise" mondiale, mais on ne peut préjuger des rythmes de cette crise (*Programme communiste*, décembre 1973). Lorsqu'on explique en quoi la perspective communiste réapparaît (*Le Mouvement Communiste* n° 1), cela ne veut pas dire qu'elle soit *inévitabile* par le capital, qui peut aussi agir sur elle et l'intégrer. Trois perspectives sont envisageables en Espagne : maintien du système politique actuel ; passage pacifique à une démocratie plus ou moins classique avec Etat fort ; troubles déclenchés par ce passage. Personne ne peut prévoir l'avenir, bien qu'une période troublée soit la plus vraisemblable, en raison de l'action du prolétariat et des institutions et forces politiques proprement franquistes, mais ses délais et formes restent inconnus. On ne peut fonder toute son activité sur une prévision de ce type, sauf en période révolutionnaire où il faut choisir.

Certains phénomènes sont interprétés de façon partielle. Par exemple, la classe ouvrière a rejeté l'entrisme dans le syndicat d'Etat (CNS) prôné par le PC, les CO et les groupes politiques. Cette réaction n'est pas simplement une preuve de maturation révolutionnaire, mais de réformisme lucide contre le réformisme à courte vue (ici) des partis et appareils. Les ouvriers pourront très bien appuyer ultérieurement de "vrais" syndicats (contre le "faux" que serait la CNS liée à l'Etat), préfigurés par les CO, et passer alors largement sous le contrôle des PC et autres groupes. Voir un mouvement

prolétaire très actif, moderne (sabotage, absentéisme), échappant en partie - seulement - aux appareils économiques et politiques, et déduire (parce qu'il y a "crise" mondiale) que l'on va vers un affrontement à bref délai, témoigne d'une analyse peu sérieuse, et use en pratique les forces existantes, préparant mal l'avenir. Dans le passé, la tactique de "l'offensive" à tout prix s'est déjà révélée nuisible. Si une telle analyse était celle d'au moins une partie de l'ex-MIL, même si elle n'était pas explicitée, consciente, il est clair qu'elle était moins une étude réelle, que la théorisation forcée d'une tendance (devenue irrésistible) à l'affrontement violent, comme l'attestent les documents réunis dans

Eléments

d'information...

Sur l'agitation armée [3] (octobre 1972) conclut ainsi : "Un noyau qui se livre à l'agitation armée a plusieurs objectifs : couvrir des buts concrets ; radicaliser la lutte ouvrière et multiplier l'apparition de noyaux dédiés à l'agitation armée ; franchir, dans la phase transitoire actuelle, le pas qui va de cette période de radicalisation de la lutte de classes jusqu'à l'insurrection". Surestimant les luttes ouvrières, ils définissaient une situation pré-révolutionnaire qu'il fallait développer. La violence devenait l'œuvre de "noyaux" accélérant la lutte de classes. Il y avait critique insuffisante de la politique et du léninisme pourtant tant décrié : là où d'autres cherchent à introduire la "politique" dans les luttes dites économiques, le MIL voulait "radicaliser" par les armes. Encore une forme de substitutisme. Les groupes radicaux constitués jouent un rôle, mais ils ne sont jamais le *moteur* du prolétariat. Parallèlement existait une profonde illusion sur "l'auto-organisation des travailleurs", définie de façon très ultra-gauche dans *L'agitation armée : Barcelone sous le terrorisme* (mars 1973) : "l'autogestion des luttes" prélude à "l'autogestion dans la société".

"*Stratégie*. Vue de façon concrète, même l'insurrection générale, la révolution, le socialisme, etc., apparaissent comme des objectifs lointains, et de ce fait, insuffisants pour une mobilisation révolutionnaire des masses ; il est indiscutable que la lutte pour l'auto-organisation des travailleurs n'est pas seulement un principe général, mais se présente aujourd'hui de toute urgence" sous forme de "comités d'entreprise, plate-forme de coordination de ces comités à l'échelle territoriale". De même le congrès d'auto-dissolution (août 1973) se prononce pour des "comités d'usine et de quartier". La coordination qui a pu se mettre en place ces dernières années entre ouvriers d'entreprises et quartiers différents est certes une expérience capitale. Mais le MIL a exagéré la possibilité et la nécessité de tels organismes : pour aider cette structure, il semble qu'il ait alors été conduit à pallier la faiblesse des ouvriers par un apport d'argent. L'autonomisation de la lutte armée s'est trouvée encore renforcée par l'effort de faire vivre des organes par trop artificiels.

En effet, seul l'irréalisme peut rejeter toute tentative d'organisation ouvrière autonome comme contre-révolutionnaire. Ce qui est anti-communiste, c'est le mouvement ouvrier organisé des partis, syndicats, groupes, contribuant à limiter la lutte au niveau capitaliste ; et organisant des fractions de force de travail concurrentielles les unes des autres. Est révolutionnaire, par contre, ce qui tend à changer les conditions d'existence. Toute lutte où les prolétaires reconnaissent leur ennemi (patrons, syndicats, etc.) et essayent de le battre, même si l'objectif reste limité, est révolutionnaire : ce n'est pas l'amorce de la révolution, mais une composante de *l'expérience prolétarienne* (supplément au n° 4 du *Mouvement Communiste*). Les tentatives locales des prolétaires pour s'unifier sont essentielles au mouvement. Mais ces regroupements n'ont de sens communiste que dans l'action elle-même : il est vain de vouloir les faire vivre en permanence, car, formes vidées de leur contenu, ils se remplissent alors d'un contenu différent, qui les bloque à un stade limité et limitant (*Le Mouvement Communiste* n° 1). Quelques années après la France et l'Italie, les révolutionnaires espagnols ont fait l'expérience de la montée et du déclin des organes ouvriers de base. Or, si l'on estime que la seule perspective historique est aujourd'hui celle de la révolution, il est impossible de mépriser les luttes immédiates, mais aussi de maintenir les regroupements qui en surgissent, au-delà de leur fonction dans le conflit. Ou bien ils s'effondrent, même avec un apport extérieur de révolutionnaires (France) ; de révolutionnaires et d'argent (Espagne). Ou bien ils sont dévorés de l'intérieur, et deviennent des structures para-syndicales, nouvel obstacle au mouvement. Il serait tentant de rivaliser en ce domaine avec les appareils traditionnels, mais le mouvement révolutionnaire espagnol doit savoir profiter des précédents français et italien. Il existe effectivement une spécificité espagnole : on peut encore moins improviser à Barcelone qu'à Paris, et il faut des moyens et un minimum de liens permanents pour agir au moment opportun. Mais croire qu'on peut les développer artificiellement est illusoire, et dangereux. *Les Notes pour une analyse de l'ensemble de "Notre tendance" et de ses perspectives*, rédigées en avril 1973 par "l'Equipe théorique", admettent la coupure entre les trois équipes : "théorique", "ouvrière", "extérieure" (armée). Cette scission entre différents aspects d'un même mouvement, où des moyens deviennent fins, n'est pas particulière à l'Espagne. Elle s'y manifeste seulement de façon plus visible, par exemple par le décalage entre "équipes" spécialisées. Mais l'évolution profonde est identique ailleurs. Après 1968, alors que les éléments les plus lucides, en France, se sont lancés dans la réappropriation théorique et des tâches pratiques (quand ils peuvent), certains se sont laissés prendre dans l'engrenage de la définition et délimitation théoriques comme fins en elles-mêmes. En Espagne, emportés par la nécessité, même provisoire, de l'action armée, certains se sont laissés

prendre dans l'engrenage de la violence. Délire littéraire, délire militaire. Un moment d'une pratique s'autonomise et devient l'aspect essentiel, réorganisant tout par sa logique propre, distincte de la logique de l'ensemble (qu'elle détruit donc en tant que tel). De même une théorie, même vraie, peut bousculer toute la logique d'une conception aux dépens de ses fondements, ainsi déstructurés, et aboutir à l'absurde.

Le congrès d'août 1973 fut donc un effort pour se situer (par exemple le rappel historique évoque certains textes de la gauche italienne). Le texte de dissolution a été mal compris, peut être même par ses rédacteurs. Affirmer que l'usage de la violence est le fait de "tout révolutionnaire", ne signifie pas, si l'on interprète cette phrase dans le sens communiste, que tout révolutionnaire doit en faire un usage maximum : mais qu'on n'a pas besoin d'organisation permanente spécialisée dans ce but. Même si des groupes de ce type apportent quelque soutien au mouvement, ils le menacent plus qu'ils ne le renforcent, parce qu'ils y introduisent leur logique propre, autre. On n'a recours à la violence que sur la base de la pratique déjà menée (diffusion, luttes ouvrières, etc.), non comme œuvre de spécialistes devenant de plus en plus indispensables. Toutefois, les "Groupes Autonomes de Combat" annoncés ne s'imposaient-ils pas comme le moyen de faire la même chose qu'avant, mais de façon informelle, diffuse, décentralisée (ce qui n'était pas un progrès) ? Le débat n'avait pas été mené à fond.

VIII

On n'examinera pas ici les attentats qui ont suivi la condamnation et l'exécution de Puig Antich, selon le critère principal de l'efficacité conçue comme sauvegarde d'individus ou de groupes ; ni à la lumière d'hypothèses hasardeuses sur l'évolution du régime franquiste. Beaucoup plus importants sont le maintien et développement de la perspective d'ensemble.

On cite parfois à la légère Marx et Engels appelant en 1850, non seulement à tolérer les "prétendus excès" et "exemples de vengeance populaire contre des individus haïs ou des édifices publics auxquels ne se rattachent que des souvenirs odieux", mais encore à "en prendre soi-même la direction en main" (*Adresse du CC à la Ligue*). Ce texte expose les tâches communistes dans une situation *révolutionnaire* ce n'est pas une formule passe-partout justifiant n'importe quelle attaque contre un ennemi (même très réel) de la révolution, sous prétexte que la clarification se fera d'elle-même. La violence minoritaire n'est pas à exclure, même en période relativement calme, à condition que ceux qui l'exercent aient au moins la capacité de donner à leur acte son sens (son emploi) révolutionnaire. Dès lors qu'il est réduit au rang de fait dramatique happé par l'actualité, il perd toute signification subversive. A elle seule, cette condition permet de comprendre que l'usage révolutionnaire de la violence minoritaire soit très délicat dans la société moderne, en période de paix sociale. Les attentats ne servent presque toujours que de substitut à un mouvement. C'est d'ailleurs en ce sens que les terroristes du siècle dernier concevaient la propagande par le fait, opposée à l'activité jugée pacifique et pusillanime des partis socialistes : dans les deux cas - propagande par des textes ou par des actes - il s'agit encore de propagande, de changer les idées et donc les comportements, comme si la conscience déterminait l'action. L'une comme l'autre tentaient de remplacer des conditions révolutionnaires inexistantes. On proposait un moyen différent permettant d'atteindre le même but.

On ne peut se désintéresser des actes violents, même "fous", qui surgissent du prolétariat, comme si "le mouvement révolutionnaire" vivait dans une autre sphère, n'agissant que "consciemment" selon une "stratégie" évitant de telles "erreurs". Par contre, il est vain de se mettre au niveau des actes spontanés, alors qu'on peut, *jusqu'à un certain degré*, éviter les errements qu'ils impliquent, par une perspective aussi claire que possible. Le mouvement révolutionnaire est aussi assimilation du passé, vision du futur, et donc une relative domination de l'immédiat, La "passion" (Marx) du communisme n'est pas une nostalgie de l'enfance où le révolutionnaire se dépouillerait de ce qu'il peut savoir, comme d'une entrave l'empêchant de se laisser aller au gré des événements. Il ne résiste donc pas - dans la mesure où il y résiste - à la tentation de l'aventure, et par exemple de l'action armée lorsqu'elle est néfaste, par l'effet d'une morale sur-ajoutée à son besoin de cette action : mais parce que la "résistance" fait elle-même partie de ce besoin, et lui permet d'éviter (pas toujours) l'acte auto-destructeur. Lorsque certains se laissent entraîner et, tombant dans le piège du capital, entament une action violente contre lui au risque de se détruire sans rien changer, il est impensable de ne pas les mettre en garde. L'avertissement est d'autant plus salutaire qu'il s'agit de prolétaires ayant une expérience réelle et un rôle actif : ces actes désespérés nuiront à ce qu'ils ont fait d'utile, dans des entreprises par exemple. "J'ai toujours résisté à l'opinion momentanée du prolétariat", déclare Marx au CC de la Ligue des Communistes (15 septembre 1850).

Souvent l'Etat est le plus fort, alors le terrorisme ne le fait pas reculer. Rien ne sert de l'affronter spectaculairement, une autre action s'impose. Si quelques éléments refusent de l'admettre, cela prouve que la violence est devenue pour eux, peut être définitivement, le principe et le besoin dominant le reste de leur activité. Ils sont dès lors dangereux pour eux-mêmes et pour les autres. La spécificité espagnole ne justifie rien en ce domaine : elle incite plutôt à se montrer encore plus lucide

devant les dangers présents. Les organisations de masse et le parlementarisme ont fait faillite, mais les groupuscules et l'insurrectionnisme aussi : on le sait au moins en Espagne depuis l'échec anarchiste de 1873 (*Les bakouninistes à l'œuvre*, d'Engels, n'en donne d'ailleurs qu'une critique *négative*). Le capital pousse une partie de ceux qui se rebellent vers des communautés politiques, culturelles, de drogue, etc., de même il en conduit d'autres vers la communauté de la violence, sûr de les isoler, et, au bout du compte, de les détruire physiquement. Tant qu'existeront des Etats, tout Etat pourra tuer des révolutionnaires : mais un groupe révolutionnaire, même bien implanté, ne pourra jamais lutter efficacement par les armes contre un Etat que seule la révolution peut anéantir. Face à la répression, on ne peut que reconstruire et/ou développer le mouvement. La gauche italienne a écrit que le marxisme est prévision de toute une série de contre-révolutions se croisant et se recoupant dans le temps et l'espace. Dans le domaine de la violence, la naïveté, c'est la mort. On ne peut laisser sans réagir exécuter un révolutionnaire : le tout est de savoir comment, et surtout de ne pas imaginer qu'on agit sur l'Etat et les ouvriers par une démonstration de force. Les phénomènes de *représentation* sont typiques de la politique (*Le Mouvement Communiste* n° 5). La spirale répression-terrorisme-répression se referme toujours sur le révolutionnaire. Bien plus, la notion de "vengeance" est à double tranchant. Les efforts vains pour venger un mort fonctionnent comme piège subtil, modifiant de *l'intérieur* le mouvement radical en même temps qu'ils conduisent à sa destruction de l'extérieur. La solidarité, qui fait partie de la substance même du mouvement communiste, se transforme en son contraire dès qu'elle est solidarité de l'extérieur, ou avec des individus extérieurs à ceux qui les soutiennent (paragr. IX, X). Citons les campagnes de solidarité avec la Russie, organisées par les PC au début des années vingt, dénoncées par le KAPD, qui lui-même avait réellement aidé la Russie, en 1920 par exemple. La volonté de venger un mort peut très facilement dégénérer en déviant le mouvement de son but (transformer ce qu'il a devant lui). Là encore, le moyen devient but. Il est infiniment plus efficace, face à la campagne des récupérateurs de cadavres qui redonne un essor à l'antifascisme international après la mort de Puig Antich, de rompre avec toute cette inutilité et ce danger pour la révolution, en exposant publiquement qui était Puig Antich et ce que font les communistes. Au contraire, sans menacer l'Etat espagnol, les attentats sont la contrepartie "violente" de l'indignation purement pacifique et platonique de la gauche. Loin d'être une riposte à l'antifascisme, les violences minoritaires de ce genre sont l'un de ses meilleurs appuis : elles lui donnent la parole et lui servent de repoussoir, lui permettant de se présenter comme une solution réaliste. Les révolutionnaires ne peuvent qu'être battus d'avance sur un terrain qui n'est pas le leur. Jamais ils ne progressent par des coups d'éclat destinés à impressionner l'opinion. Des représailles n'ont de sens que par une lutte où elles sont plus que symboliques. Des attaques de bâtiments n'ont de sens que si ce qu'ils représentent est déjà attaqué par ailleurs. Un mouvement qui cherche surtout à se venger montre par là qu'il a besoin pour lutter d'un élément autre que son être réel, qui ne suffit pas à alimenter sa lutte. Les tâches qui se posent devant lui, passent au second plan et ne seront plus conçues qu'à travers la médiation de la vengeance. A nouveau, une logique différente de celle de la subversion s'y introduit, cette fois sous prétexte de solidarité. Le fétichisme du drapeau est le signe que son porteur se bat pour autre chose que ses intérêts. Le mouvement ne trouve plus sa raison d'être en lui-même, dans les aspirations dont il est nourri, mais dans un élément extérieur. De même, si quelques-uns, à Barcelone, ont aujourd'hui besoin du sigle "MIL" pour se développer, c'est qu'ils n'ont pas en eux-mêmes la force de leur action. On distingue ici un nouveau signe de la critique insuffisante du militantisme et de la politique : on attaque le léninisme, mais c'est surtout son caractère "bureaucratique" qui est dénoncé. Le mouvement révolutionnaire trouve sa force et sa raison d'être en lui-même. Il existe par et pour les vivants, du moins avant tout. Il ne tire pas "sa poésie du passé, mais seulement de l'avenir", et "doit laisser les morts enterrer leurs morts" (*18 Brumaire*, I). Contre tous ceux qui n'ont pas fini de se servir du "MIL", il est temps de prendre au sérieux son texte d'auto-dissolution : "les martyrs, les sigles, notre propre étiquette, font partie du vieux monde".

IX

Le mouvement révolutionnaire vit de la force des aspirations qui s'y organisent pour changer le monde. En ce sens, le mouvement vers la communauté inclut naturellement (= parce que sa nature l'exige) la solidarité. On a raison de se moquer des appels habituels à la "solidarité contre la répression", mais on a tort de sous-estimer l'importance, et même l'enjeu, de ce qu'est la solidarité pour le mouvement communiste. Les solidarités habituelles concernent toujours des pratiques qui ne sont pas le fait de ceux qui en sont solidaires (ou même qui n'existent pas du tout : "lutte révolutionnaire du peuple chilien"). On soutient ce qu'on ne fait pas. Par contre, ceux qui font quelque chose ensemble, s'entraident si l'un d'eux a des ennuis. Ils n'agissent ni par égoïsme ni par altruisme, mais à la fois pour lui et pour eux-mêmes. L'organisation est un ensemble de liens pour faire quelque chose (*Le Mouvement Communiste* n° 3). Certains ont vu dans cette affirmation non une "banalité de base", mais "la base de la banalité". On voudrait être sûr que ceux qui font ce reproche sont eux-

mêmes AU-DELA d'une telle banalité. Mais on a bien vu dans l'affaire espagnole que certains peuvent parler sans cesse de "communauté" en restant indifférents au sort de communistes à Barcelone, même lorsque ceux-ci contribuent à y diffuser leurs idées. Cette scission entre exprimer des idées, et se soucier de leur fonction sociale subversive, est signe d'une vie d'abord idéologique. Ils ont des théories intéressantes, parfois profondes, sans être capables de faire plus qu'une interprétation du monde. Leur théorie est le meilleur d'eux-mêmes, ils n'ont rien d'autre. La critique de l'organisation comme préalable, et du militantisme, aboutit à son contraire lorsqu'elle signifie la négation de toute collectivité agissante. On réintroduit en effet ce que cette critique dénonçait dès son point de départ : une nouvelle séparation, bien plus dangereuse parce que justifiée par la théorie radicale. Dès lors, toute tentative d'agir en commun devient racket, toute action intervention de l'extérieur. La nouvelle atomisation sociale ainsi consacrée est le triomphe du capital, parvenant à empêcher toute solidarité élémentaire entre prolétaires. Aider les espagnols était un besoin révolutionnaire, non par générosité, mais parce que nous avons besoin qu'il y ait des révolutionnaires en Espagne. Ceux qui ne le ressentent pas ne sont pas révolutionnaires, sans plus. Mais ceux qui déguisent cette absence derrière un masque radical s'enfoncent eux-mêmes dans l'impuissance. La logique propre de notre mouvement nous pousse à soutenir d'autres communistes, dans la mesure du possible. C'était d'autant plus urgent qu'une condamnation à mort, dans l'indifférence, aurait renforcé la capacité de répression de l'Etat. Une exécution rapide et discrète aurait été le pire pour le prolétariat espagnol. S'il est faux que l'on puisse changer ou faire changer la nature de l'Etat, il est encore plus faux et nuisible d'en conclure qu'on ne peut ni doit tenter de limiter sa marge de manœuvre. Le niveau de terreur que l'Etat a la capacité d'organiser est une composante de la lutte de classes. Dans ce cas précis, il n'était bien sûr pas question de négocier dans un rapport de force, mais de montrer - entre autres - que nous ne sommes pas une force qui se laisse liquider sans réaction. Un révolutionnaire n'est pas un membre de la grande infanterie du prolétariat (paragr. suivant). On ne sacrifie la vie de personne à la révolution. La défense absolument nécessaire des principes n'est jamais la préservation d'un héritage, mais une pratique, même très limitée, en rapport avec des êtres réels et leur situation concrète. Ou bien les principes existent comme une image à sauver. Dire que l'on ne doit pas "mentir" au prolétariat, c'est encore agir en propagandiste : en vulgarisant ses "positions", le parti (ou la "fraction") s'implanterait dans la classe inversement, en faisant un compromis, il éloignerait la classe de la révolution. Comme si la "classe" ne faisait pas elle-même tous les jours des compromis ; comme si les "révolutionnaires" habitaient un autre monde, montrant leur pureté pour devenir ou rester crédibles. On se livre à un abandon théorique face au capital, on masque la nature de l'Etat, en lançant des mots d'ordre qui trompent sur sa fonction : "dissolution des brigades spéciales", "incolpez Massu", etc. Non en disant la vérité afin d'arracher une concession. La lutte de classes est aussi cela. Le comité Van der Lubbe (1934) dit bien que c'est l'action de classe qui importe, non le "soutien", mais ajoute que la capacité à organiser la solidarité est un test de l'action de classe. Ou bien il faut dire franchement que les révolutionnaires, tels des imbéciles heureux, vivent dans un monde clos : pour les uns, les usines ; pour certains, leur revue ; pour d'autres, la théorie ; etc. C'est la barbarie, l'isolement théorisé comme forme supérieure d'existence révolutionnaire. On aboutit au paradoxe le plus fou : l'activité révolutionnaire elle-même passe pour l'aliénation suprême, la solidarité révolutionnaire pour le pire racket, la passivité pour la radicalité. Tout est renversé, au nom, bien sûr, du "mouvement social". On n'a jamais autant parié de "rapports" sans en avoir.

X

Le mouvement subversif n'est pas solidaire à la façon d'une armée. Une armée est par définition autonome par rapport à ses membres. Même lorsqu'ils adhèrent pleinement à ses buts, elle n'est pas la résultante de leurs besoins personnels-sociaux, (y compris l'Armée Rouge de Trotsky), Une armée aide une société à se perpétuer : ses membres n'agissent que pour *autre chose* que l'armée elle-même. Au contraire, le mouvement révolutionnaire fait partie d'une collectivité en formation. Lorsque l'un de ses éléments est menacé, il ne le passe pas par les profits et pertes. Non par un souci humanitaire supérieur à celui d'une armée manipulant des pions : mais parce que les révolutionnaires *ne sont pas* des moyens au service d'une fin différente d'eux. Parfois certains peuvent se faire tuer sur place pour en sauver d'autres, mais on n'a jamais affaire à un "centre" disposant du pouvoir de vie et de mort sur le reste, englobant et contrôlant tout. Dans la mesure où il se constituerait, il signifierait la pénétration de la contre-révolution ayant réussi à recréer un pôle de pouvoir au sein de la subversion. Le mouvement révolutionnaire ne connaît ni "autonomie" posée comme a priori, ni discipline centrale de type militaire. Le problème de l'armée est de maîtriser les énergies en les canalisant. La révolution suit une logique autre. Le mouvement tend à l'unité de l'espèce, donc à l'unité dans la révolution ; mais ici centralité reste une tendance, non une donnée. Nous ne sommes pas une armée qui manœuvre en sacrifiant des soldats, ou en les considérant comme sacrifiés s'ils sont trop menacés (*Le Prolétaire* n° 166). Bien sûr, le plus souvent, on ne peut pas apporter l'aide nécessaire Mais

renoncer dès le départ, sous prétexte que leur cas est désespéré, n'est pas seulement abandonner des "camarades", mais renier ce qui fait la force, la vie, de notre mouvement ("mouvement" ayant ici son double sens : l'ensemble des révolutionnaires, et la dynamique qui les fait agir). Le minimum est de n'accepter d'avoir désormais de rapports suivis qu'avec ceux qui se sont au moins posés le problème du soutien aux espagnols, même s'ils l'ont résolu autrement.

XI

Pour apprécier la façon dont nous avons tenté d'aider les emprisonnés, il faut se rappeler la situation fin septembre 1973. Après les arrestations on pouvait craindre un procès et des condamnations très rapides, dans l'indifférence générale. Personne n'était informé, la presse n'en disait mot. Le premier objectif était d'entamer le mensonge de l'Etat espagnol qui, en les faisant passer pour droits communs, pouvait extraditer au moins certains espagnols en fuite. S'il est vrai que l'arme de l'Etat est bien plus *l'information* (= une connaissance coupée de toute action) que le mensonge pur et simple, comme l'a montré l'IS, il ne s'ensuit en aucun cas que l'Etat renonce à organiser le mensonge en permanence comme une de ses armes efficaces, ni que les révolutionnaires puissent rester passifs devant ce fait. Là encore, on transforme une position profonde en son contraire. Les espagnols venus à Paris rédigèrent un communiqué des "GAC", qui finalement ne fut pas publié. On craignit que l'affaire prit d'emblée un tour dramatique, que les journaux s'en emparent spectaculairement pour l'enterrer aussitôt. On préféra publier un tract disant qui ils étaient, et qu'ils voulaient être soutenus sans qu'on cache leur position et action. Sachant que le mouvement révolutionnaire était faible (mais ignorant encore à quel point : paragr. XIII) on eut l'idée d'un comité acceptant les bases ci-dessus. Il ne fut pas possible de "soudoyer un juge" ni "d'acheter un journaliste", comme le conseille RI, dont chacun apprécie ainsi le réalisme. L'or du "MC" n'y aurait pas suffi, et les fonds secrets de RI restaient encore ignorés. C'est pour cela que l'on contacta Vidal-Naquet, afin d'avoir accès aux moyens d'information nécessaires pour briser le silence. Ce compromis n'avait rien de plus compromettant que tous les autres compromis que les révolutionnaires sont obligés de passer dans leur activité "révolutionnaire" et dans le reste de leur vie (salarial, etc.). De même que l'on a parfois recours à des contradictions juridiques ou politiques pour se défendre, de même, dans le cas où le mensonge est une arme de l'ennemi, la vérité est une arme révolutionnaire ; son emploi s'impose même s'il faut passer par l'intermédiaire d'individus non révolutionnaires. C'est dans cette optique que l'on sollicita Vidal-Naquet, comme on demandait l'aide *d'avocats*. Le "comité" n'avait *pas d'autre but* : si l'un de nous y adhéra, c'était pour qu'il puisse exister. Le "frontisme", au contraire, est un accord sur une plate-forme politique ou de revendications, même minimale. La seule chose demandée à Vidal-Naquet était de contribuer à faire connaître les faits, ce qui aidait les emprisonnés. Bien que son action ait été faible (quoique non négligeable), le comité a d'ailleurs respecté cet accord. A sa façon, il s'est montré correct, ce qui n'a pas été le cas de nos critiques. Il est facile de plaisanter en effet sur "dire la vérité", mais que l'on médite bien ceci : RI et *Anti...Vichy* sont restés EN-DEÇA DE VIDAL-NAQUET, car l'un et l'autre ont déformé la vérité des faits, dissimulant dans leurs textes le lien avec le mouvement ouvrier de Barcelone (totalement pour RI, derrière la thèse de la délinquance pour les autres). Le recours à ce comité a peut-être été une erreur, comme chacun peut en commettre. Etait-il alors possible d'envisager de faire connaître les faits sans l'aide de personnes comme Vidal-Naquet ? c'est discutable. Il eut fallu pour cela qu'un mouvement révolutionnaire existât. Il ne sert à rien, par exemple, de citer à ce propos le rapport de Bordiga sur le fascisme au 5 Congrès de l'IC, déconseillant de se tourner vers les démocrates dans la lutte antifasciste : car il y suppose l'existence et l'action de "l'Internationale prolétarienne révolutionnaire", dont l'incapacité des uns et des autres dans l'affaire prouve à l'évidence qu'elle n'existe pas. Il fallait prendre une décision rapide, à moins de s'en laver les mains. Dans le cas où nous aurions commis là une erreur, qui ne tient pas plus de l'antifascisme que du frontisme, elle ne suffirait pas à faire de nous des non-révolutionnaires, ni de ceux qui l'auraient relevée des révolutionnaires. Toutefois "la vérité" n'était qu'un des deux volets de l'action à mener. Le second, indispensable, était de développer et d'exposer les positions radicales sur l'Espagne, le fascisme, la violence, tâche du mouvement révolutionnaire lui-même. On n'a pas demandé, comme l'écrit RI au début de son article, à des groupes révolutionnaires de se joindre au comité. Il était important d'aider les espagnols, mais non par une mobilisation générale de tous les révolutionnaires tentant de faire pression sur les journaux. Quelques-uns devaient le faire, mais, pour l'essentiel, le but des révolutionnaires était ailleurs, dans une étude et une diffusion théoriques sur les problèmes en jeu. La "séparation" était inévitable entre 1) les contacts avec les moyens d'information, et 2) l'activité révolutionnaire proprement dite. Même en supposant que l'on ait réussi à faire largement connaître les faits, ce n'était de toute façon que la moitié du travail. On ne pouvait, en particulier, se borner à dire ce qu'était l'ex-MIL : il fallait aussi le critiquer. D'autant que les espagnols étaient aidés par bon nombre de "libertaires", qui ne songeaient qu'à dénoncer la répression et défendaient le MIL (...qui n'existaient

plus), le soutenant comme l'instant d'avant ils soutenaient "les LIP" et "le peuple chilien", pour vivre un peu de la vie et de la mort des autres. Or, on pouvait essayer de publier dans *Le Monde* des informations exactes, mais non notre point de vue sur la violence révolutionnaire ! Seule était capable de ce travail une petite minorité atteignant un minimum de précision théorique. La "séparation" s'imposait, et, là encore, les difficultés qu'elle posait n'étaient pas pires que celles de toute activité dans la société de la "séparation achevée".

Rédigé par les espagnols, *Gangsters ou révolutionnaires ?* fut publié par le comité. Par contre, dans le n° 6 du *Mouvement Communiste* (octobre 1973), je critiquai (implicitement encore) la tendance du MIL et même des éléments disant accepter la dissolution, à se laisser prendre dans l'engrenage de la clandestinité et de la violence, par une analyse rapide qui devait être reprise par la suite. Mi-novembre, avant que je ne quitte la France pour deux mois, on décida de refaire un texte (une affiche, ou une sorte d'adresse plus précise). Il faut expliquer pourquoi ce ne fut pas réalisé et couper court à quelques légendes.

On pouvait participer au lancement de l'information : mais, rapidement, cet aspect devait nous échapper par sa nature même, parce qu'il s'agit d'un monde où nous n'avons ni pouvoir ni besoin d'en avoir. Par conséquent il était nécessaire d'être à l'initiative du comité, mais ensuite : soit il vivait de lui-même ; soit il existait sans vivre, ce qui semble être le cas de la plupart des comités, mais alors des révolutionnaires ne pouvaient lui donner une vie qui ne dépendait pas d'eux. S'enfermer dans le comité était se condamner au rôle de Sisyphe. Il fallait au minimum continuer à développer les positions propres au révolutionnaire. S'il est vrai qu'on ne peut accepter une division des tâches (les révolutionnaires développant leur point de vue et laissant aux démocrates la bataille juridique), cela n'est vrai *que dans la mesure* où l'on a les moyens de faire les deux. Sinon, il est contraire à la nature du mouvement communiste de se charger "d'informer" en laissant de côté, provisoirement d'abord, pour de bon ensuite, la perspective générale. La brochure publiée pour informer sur le MIL et sa dissolution (*Éléments...*) était d'abord et surtout un dossier de presse, reproduisant même un article d'H. Leclerc sur "Le procès des CO espagnols", et non une affirmation de la position communiste. En juxtaposant les points de vue gauchiste et communiste, dans une brochure d'information, la position communiste n'apparaissait que comme une information *de plus*. Il fallait un dossier de presse, il fallait aussi exposer "l'intérêt du mouvement dans son ensemble" (*Manifeste*). Sous prétexte de ne pas sacrifier le premier au second, on a en fait sacrifié le second au premier. Deux exceptions toutefois, mais très insuffisantes : le tract *Sur l'ex-MIL* (janvier 74) et quelques critiques des espagnols glissées dans des articles de *Libération*. Il faut plutôt se demander pourquoi *Libération*, qui a même reproduit une partie de *Gangsters ou révolutionnaires ?* est si accueillante face à des positions qui ne sont pas les siennes. Sa force ne réside dans aucune thèse particulière, mais dans son rôle de miroir d'un certain esprit gauchiste qui peut tout accepter en transformant chaque position pour en faire un instrument d'activité gauchiste. La façon dont *Libération* est conçu et reçu anesthésie aussitôt ce qu'il peut dire de subversif. Le flou et la naïveté de ce journal le rendent au moins aussi dangereux que les *organisations* gauchistes, comme on l'a vu dans la mobilisation autour de LIP, où il a joué un rôle central. On peut tout au plus y faire passer exceptionnellement des informations, non y écrire des articles de fond, sous peine de renforcer un ennemi dangereux.

"Notre terrain, ce n'est pas le terrain juridique, c'est le terrain *révolutionnaire*". (*Nouvelle Gazette Rhénane*, 9 déc. 1848). Il est illusoire de se substituer à une opinion publique défaillante. Ce qui était finalement obtenu était minime, mais surtout il importe de mettre ce résultat en balance avec la non-activité sur des bases révolutionnaires, qui, elle, pèse (négativement) bien plus. Il ne fallait peut-être pas cesser d'agir avec le comité, mais il fallait en tout cas mener notre activité propre. Si alors le manque de temps et de moyens obligeait à ne plus s'occuper du comité, il fallait s'y résoudre. C'est le contraire qui fut fait. On devait d'autant plus développer la ligne générale que le comité était inactif et non en tirer la conclusion inverse de tout concentrer sur le comité, et même d'abandonner le reste (au stade actuel, le comité ne peut bien finir qu'en dressant son bilan, sinon il se traînera éternellement : on sait ce que les morts-vivants font des vivants). Le camarade membre du comité se laissa absorber par lui, et demeura indifférent, sinon opposé, au n° 6 du *Mouvement Communiste*, à l'affiche *Gangsters ou révolutionnaires ?* et au tract *Vérités sur le MIL*. D'autres le lui reprochèrent, mais comme quelque chose qu'il aurait dû faire, sans être eux-mêmes capables, par manque de tête et de temps, de pallier cette lacune, malgré un bon tract (*Vérités...*). On dira, pour parler comme l'IS, qu'ils n'ont pas su se comporter de façon autonome ; ou, comme Bordiga, qu'ils n'étaient pas dominés par la dictature impersonnelle du programme. Aux anecdotes sur *Le Mouvement Communiste* on rappellera donc qu'il a cessé d'exister en tant que petite collectivité agissante vers la mi-novembre. Pour ma part, je cesse de publier *Le Mouvement Communiste*, l'anonymat n'ayant de sens que dans une collaboration effective. Une illusion a trop duré, mais elle n'est pas la première du genre : "les gens que nous considérons comme de notre parti, du moins officiellement, ne comprenaient même pas les éléments de notre doctrine" (lettre d'Engels à Marx, 11 février 1851). Engels n'envisage ici que la doctrine (formule impropre), mais ce qui est en jeu est tout autant et ironise qui veut - la façon de la

vivre

(paragr.

XIV).

La discussion soulevée par l'affaire est presque inversement proportionnelle par son ampleur, à ce qui a réellement été fait. On reproche ce qu'on ne peut pas reprocher, sans reprocher ce qu'il faudrait reprocher. Si T. Maulnier finit par écrire en première page du *Figaro* "Pour la vie de Puig Antich" (1^{er} mars 1974), c'est son affaire : le problème est la relation qu'on entretient avec tout cela. Il n'y a pas à se scandaliser d'un contact avec Vidal-Naquet. Nos censeurs rencontrent pire tous les jours, sous un aspect ou un autre, tant il est vrai que le capital pourrait dire, comme ce monstre de Lovecraft : "priez l'espace de ne jamais me rencontrer sous l'une de mes mille autres formes." Mais on ne peut pas ne pas le rencontrer. Seuls ceux qui n'ont qu'un nom, ou d'abord un nom, sont effrayés par un rapport qui en lui-même n'a rien d'infamant. Je peux joindre mon nom au sien s'il le faut, *pourvu* qu'en même temps je mène une activité qui, au moins implicitement, le critique. L'affirmation du point de vue communiste sur la violence n'avait pas seulement une portée générale, ni un rôle clarifiant pour les espagnols : c'était aussi une nécessité face aux rapports avec la démocratie (sous diverses formes) entraînés par la défense des espagnols. Pour un révolutionnaire, la "vérité" n'est pas seulement question de faits, mais aussi d'analyse, et particulièrement par rapport à, et contre, ceux qui acceptent si facilement de "dire la vérité", bien que cette acceptation aide la révolution. L'honnêteté n'est pas un bien en soi, mais le respect de règles définies : en l'occurrence, la justice officielle viole sans cesse ses propres règles. Mais nous sommes aussi contre ces mêmes règles. La politique n'est pas seulement la gauche, le PC, le gauchisme, mais aussi ce qui tourne autour de la démocratie libérale traditionnelle, qui n'est pas morte, joue et jouera un rôle efficace pour le capital en France, en Espagne, etc. Par ailleurs, à l'échelle mondiale, l'URSS n'est pas plus dangereuse que les USA (*Le Prolétaire*, par exemple n° 167 et 171). Sous-estimer la force des démocrates, d'autant plus efficaces au capital qu'ils sont radicaux, et se polariser par exemple sur les PC et l'URSS vus comme l'ennemi principal, reviendrait à réinventer l'antifascisme sous une nouvelle version, en remplaçant cette fois Hitler et le nazisme par le stalinisme et l'armée russe.

La faillite n'est pas dans l'impuissance à mener une action d'ampleur. Les révolutionnaires agissent dans des conditions qui ne dépendent pas que d'eux : encore agissent-ils pour les modifier. Sinon, personne ne le leur "reproche", mais ils ne sont plus révolutionnaires. Lorsque la situation est défavorable, le minimum exigible est d'avancer des perspectives claires, et d'autant plus que la confusion n'est pas absente du camp révolutionnaire lui-même (MIL). Une attitude non-critique vis-à-vis des espagnols, qui semblent attribuer une importance à notre opinion, couvre leurs erreurs, ce qui est bien pire que les justifier : on peut au moins attaquer une théorisation franche et reconnue, mais non une approbation implicite. En ce domaine, le silence joue autant que la parole. On discute avec les espagnols de la violence, sans pour autant prendre nettement position, ce qui les renforce dans l'idée qu'on est plus ou moins "d'accord", avec des réserves qu'il leur est facile ensuite d'oublier au nom des "conditions spécifiques" espagnoles. Il ne fallait pas accepter de tenir pour les espagnols le rôle de "théoriciens" définissant des principes, qu'ils appliquent ensuite, à leur façon, selon les caractéristiques espagnoles. On sait trop comment la référence aux "conditions spécifiques" a été le moyen d'oublier les points cardinaux du communisme théorique. L'irresponsabilité est catastrophique dans un domaine où il s'agit de la vie, non seulement d'individus, mais surtout d'un mouvement : c'est une attitude irresponsable que celle "d'aider" des révolutionnaires sans les mettre en garde contre les dangers qu'ils courent et qu'ils *développent*. Le mouvement vers la communauté inclut la solidarité ; la solidarité, par nature, inclut la critique. Il est criminel de ne pas l'avoir fait (sans parler de ceux qui adressent ce reproche sans avoir rien fait).

L'échec du "MC", lui-même sans intérêt, s'inscrit parmi d'autres. *Le Voyou*, par sa forme, ne pouvait être un lien qu'entre des *diffuseurs*, mais il lui manquait de toute façon un minimum de perspectives allant au-delà de la simple négation, et affirmant des tâches positives. Une réunion nationale de l'OJTR, en mars 1973, constata la diversité, même l'hétérogénéité, des participants. Beaucoup (à la fois plus et moins qu'on ne pense) ont une vision communiste nette, mais il est difficile de la mettre en actes dès maintenant de façon systématique, plus aisée de l'exprimer par des actions immédiates.

XII

On a reproché de distinguer "gangster" et "révolutionnaire". Pourtant la conclusion du n° 6 était claire : ce n'est pas par principe, mais "tactiquement" que l'on faisait cette distinction. Sur un plan plus général, il n'est pas possible de ne pas faire la différence entre les mouvements qui sont l'œuvre de prolétaires, mais où ils agissent à titre individuel (individus ou groupes), et ceux où des prolétaires agissent dans la perspective d'un changement global de société, collectivement (ce peut être même parfois un prolétaire seul, au moins momentanément : le critère réside dans le contenu de l'acte). Le prolétariat ne reste pas atomisé jusqu'au moment béni de "la révolution", les efforts pour agir collectivement existent tout au long de son histoire, et leur issue est capitale pour l'issue de la révolution proprement dite (paragr. III).

Dans les mouvements du premier type, on discerne un signe de décomposition sociale, de

développement des contradictions, mais, tout en y apportant éventuellement son aide, le mouvement révolutionnaire ne reprend pas à son compte des actes qui n'ont pas dans leur logique la suppression du prolétariat, mais son aménagement à des fins de survie personnelle. Dans les seconds, il s'agit de tendances positives à un dépassement de la condition prolétarienne, mêmes limitées. La solidarité est toujours le fait de ceux qui s'aident à faire et en faisant quelque chose. Dans le cas de la délinquance, elle se limite à ceux qui en *profitent*. Il est absurde d'exiger ensuite des révolutionnaires, qui soutiennent d'autres révolutionnaires frappés par la société, de soutenir en même temps les délinquants, et, s'ils refusent, de les traiter de "politiques", la notion même de solidarité implique l'existence de la communauté dont l'action commune rend solidaire. Engels montre que la "gens" est spontanément solidaire. Au contraire, la société marchande repose sur la séparation des individus, ce qui coupe à la racine toute solidarité humaine immédiate, et fait vivre des rackets. On ne peut manifester de solidarité réelle qu'avec ceux avec qui l'on agit effectivement. Ou bien l'on redonne à ce terme le sens tout à fait vide qu'il prend dans les campagnes de "soutien". Au sens large, je suis solidaire de tous les opprimés (mais pas seulement du petit voleur pris sur le fait, aussi du salarié qui perd sa vie à la gagner) : cela ne signifie rien, ne modifie rien. Par contre, confronté à des individus ou groupes qui font la même chose que moi, je suis capable de les aider si nécessaire. Le refus de distinguer entre solution individuelle et aspiration collective contient la négation même du mouvement communiste, par sa théorisation de l'atomisation. Le mouvement vers la communauté humaine est plus qu'une révolte, comme il y en a beaucoup, ou plutôt il les intègre toutes mais les dépasse : c'est une révolte qui se donne les moyens de changer le monde. En ce sens le prolétariat est très nettement le mouvement des "sans réserves" qui sont aussi plus que sans réserves (paragr. III). Ne voir dans le prolétariat que les sans réserves, c'est se borner à décrire la barbarie. Le mouvement communiste n'est *négarion* qu'au sens d'une *négarion positive*. Nous savons bien que la révolution ne dépend pas de l'action de petits regroupements, phénomène superficiel. Mais cela ne signifie pas qu'ils doivent s'auto-nier, dénigrer leur activité, et renoncer à s'apporter l'aide réciproque quand il le faut, sous le prétexte (exact en lui-même, mais hors du problème) que des milliers de prolétaires, conduits à la délinquance, sont également réprimés. Si quelque gangster dîne à la table d'un chef d'État, cela n'empêche en rien l'État de lutter contre le gangstérisme : un capital lutte contre d'autres capitaux. Lorsqu'un État dénonce des "gangsters", il n'est donc jamais évident qu'il s'agisse de révolutionnaires, comme le croit *La gorge serrée* (texte anonyme, mars 1974). Il faut se distinguer du gangstérisme, à la fois capital et capital hors-la-loi.

XIII

Tout en faisant œuvre utile à leur façon, au moins quelques-uns, bien des gens sont restés indifférents devant l'affaire espagnole, et ont même parfois dénoncé la tentative d'aider les inculpés comme contre-révolutionnaire. Dans ces critiques, beaucoup ont théorisé leur incapacité à briser leur isolement, à sortir d'eux mêmes. On ne vise pas ici leur intention, mais leur faiblesse objective, indépendante de leur volonté, la faiblesse de leur besoin réel de révolution, de leur "passion" du communisme. D'autres ont réagi autrement. Mais des groupes ou journaux connus, seul *Le Fléau Social* a publié un article visant à aider les emprisonnés, et reproduit de sa propre initiative de larges extraits du n° 6 du *Mouvement Communiste*, dans son n° 4 (BP 252-16, 75766 Paris Cedex 16). Contacté dès les premiers jours, le GLAT écrivait le 8 novembre, après avoir reçu la brochure du comité :

"...Il n'y a rien de révolutionnaire à faire la vérité sur les emprisonnés de Barcelone et leur défense ne s'inscrit pas dans le cadre du mouvement ouvrier, la lutte de classes ne se situe pas dans les prisons ou cours de justice mais avant tout dans les usines et substitue aux questions individuelles l'activité collective des travailleurs. Pour être révolutionnaire, il ne suffit pas de prendre position contre le capitalisme mais d'inscrire son activité dans le sens du mouvement".

Sauf erreur de notre part, il existe des travailleurs dans le monde, y compris en Espagne, qui luttent contre leur exploitation et il ne nous semble pas que la défense des emprisonnés de Barcelone, ou de tout autre militant martyr, fasse partie de leur activité. C'est qu'ils ont compris depuis longtemps que les panégyriques, même vrais, n'ont jamais été un instrument très efficace pour leur émancipation. Mais à défaut d'une compréhension du mouvement révolutionnaire et d'une activité sérieuse en ce sens, le comité "Vidal-Naquet" préfère renier le militantisme, se trouvant ainsi bien en mal d'expliquer sa propre activité. A l'action collective, il préfère l'action individuelle ; à la théorie révolutionnaire, il préfère la plaidoirie. En brandissant ses meilleures productions idéologiques (vérité, justice), il se jette dans les bras de la bourgeoisie.

A défaut de se reporter à l'action de classe des travailleurs, le comité se trouve contraint d'en faire appel à l'opinion publique internationale, demandant à la bourgeoisie libérale de faire pression sur la bourgeoisie fasciste."

Texte fantastique : il n'y a rien de révolutionnaire à combattre l'État comme mensonge organisé ; les emprisonnés ne sont pas liés au mouvement ouvrier ; pour être "de classe" la lutte doit se dérouler

dans *l'usine* exclusivement ; si un prolétaire arrêté passe de l'usine au tribunal, il se débrouille ; les luttes actuelles des travailleurs dans le monde ne s'occupent pas de ces espagnols : on s'en doutait, mais le GLAT y voit la preuve que cela ne concerne pas les ouvriers ; à bas les panégyriques : c'est justement ce que dit le texte des espagnols ; par contre, dans le même texte, les espagnols attaquent le militantisme : là le GLAT ne comprend plus : comment agir sans être militant ? "L'action collective" est le fait exclusif des ouvriers : non des minorités révolutionnaires : alors le GLAT c'est " l'action individuelle" ? les révolutionnaires s'interdisent de faire pression sur un tribunal : pas de compromis ! Ce n'était pas de l'hostilité pour les espagnols : à la réunion hebdomadaire du GLAT, son chef déclara que si un membre du groupe était inculpé pour activité subversive, mais sous prétexte de droit commun, le GLAT ne ferait pas connaître la vérité. Que la vérité puisse être une arme, comme le montre Marx dans ses textes de jeunesse (*Remarques sur la récente réglementation de la censure prussienne*) et au procès de Cologne, est ici nié. Au moins les rackets se serrent les coudes : dans un groupe comme le GLAT disparaît toute solidarité minimum. On intériorise la séparation en militantisme, l'isolement en pureté doctrinale. En décembre parut *L'anti...Vichy*, circulaire publique de dénonciation, mêlant procès d'intention, radicalisme, erreurs et remarques intéressantes à un solide refus de comprendre le but du tract initial. Nous avons collaboré un peu avec les animateurs de *Négation*, puis du *Voyou* (en en finançant une partie et en le diffusant). Or, surtout depuis le n° 4 du MC, leur formidable agressivité polémique s'est développée jusqu'au dérisoire, épluchant les tracts, disséquant les textes, décelant le moindre signe de "contre-révolution" pour le dénoncer. Si, comme ils disent, la lutte contre la gauche et le PC est tout à fait secondaire, et détourne de l'essentiel, alors la lutte contre le " MC" est bien plus futile. S'ils rient de la "nature fantasmagorique" de "nos choix", que dire de leur ? Si je me suis emparé de l'affaire pour m'implanter en Espagne et y étendre mon racket, il est encore plus fou de s'en emparer pour démolir le "MC". A la philosophie du dialogue pratiquée par ICO a succédé la philosophie de la *dénonciation*. C'est le radicalisme. On a dit à juste titre que la *Maladie infantile* était une théorie de la manœuvre : mais on écrit maintenant Lénine à l'envers : la révolution future, sans doute pure et intégrale, ne fera aucune concession, écrivent-ils. Le refus du compromis justifie l'inaction, - mis à part l'action de dénoncer les autres.

RI a également vu dans cette histoire une nouvelle phase dans sa délimitation forcenée par rapport aux groupes voisins supposés concurrents (GLAT, PCI, *Invariance* et maintenant le "MC"). Faisons savoir que le "MC" est opportuniste, pour faire briller notre propre étoile. Chaque groupe politique dissimule ses faiblesses en étalant celles (réelles ou inventées) des autres, Tout comme *L'anti... Vichy*, et le GLAT, RI parvient à masquer la réalité de l'action des espagnols, ne prenant pas au sérieux les deux brochures (du comité et du MC) qui pourtant informent sur ce point. On voit la fonction de cette virulence en la rapprochant d'autres textes du même n° de RI. Le reproche adressé au MC de n'avoir rien fait sur le Moyen-Orient et le Chili (p. 44-45), outre qu'il nous confond avec le GLAT, est significatif. Il n'y a pas eu d'article sur ces sujets dans "l'organe central" que serait *Le Mouvement Communiste* : preuve que nous n'avons rien fait ! RI ne se conçoit que comme pôle capitalisant tout ce qu'il fait, reproduisant ses tracts dans sa revue même s'ils font double emploi avec d'autres articles sur le même sujet : il faut montrer qu'on est intervenu, qu'on est révolutionnaire, et les seuls vrais révolutionnaires, au contraire des autres qui... Il n'importe pas tant de faire quelque chose que de montrer qu'on le fait, pour gagner "la confiance" (Bérard) de la classe. Tout doit converger vers la revue et le groupe : inévitablement RI se représente les autres regroupements à son image. Qu'il devine ce qu'on a fait sur le Chili et le Moyen-Orient. Dans un autre article, sur la gauche allemande (p. 58-59), il est question cette fois de "la tendance Mouvement Communiste-Invariance" (sans rire). Au fond c'est logique, car s'il y a sur *La gauche allemande/Textes...* de D. Authier, à la fois mention d'*Invariance* et du MC, c'est donc qu'il existe une affinité profonde entre eux ! Jamais RI ne pourrait collaborer, même de loin, avec un groupe aux positions divergentes des siennes. Là encore il projette sa propre image. En réfutant les positions de cette "tendance", RI développe d'ailleurs certaines vues exposées dans presque tous les numéros du MC sur le prolétariat. RI n'a peur de rien. La littérature polémique est incantation : répéter les mots du Mal en accumulant les formules péjoratives ("verbiage académique et amateur", "bla-blater", "phraseur", sans d'ailleurs aborder le contenu du n° 6), afin d'exorciser. Le prolongement logique en est le langage de l'insulte pure et simple (les "pro-situs" par ex.) : ainsi le *Bulletin d'étude et de discussion de RI* (n° 5, p. 37). RI a raison d'évoquer l'organisation nécessaire, mais sa pratique est le contraire de cet effort. Il ne donne aux autres que le choix entre l'adhésion à RI et le marais, il ne favorise aucune collaboration avec des éléments autres. Il y a un intérieur et un extérieur : d'où l'obligation de se délimiter, de se retrancher sans cesse, par le texte. Face aux difficultés réelles de collaborer, d'autres (*L'anti...Vichy*), au lieu de les affronter, les aggravent par une agressivité qui permet de se replier sur soi, et finissent aussi par se conduire en politique, se délimitant de tout le monde, se coupant de tout moyen d'en sortir, de toute communauté d'idée et d'action. L'ennemi devient celui qui apparaît le plus proche et en même temps différent.

Quelques membres de RI ont quitté ce groupe, s'opposant en particulier à son attitude sur les espagnols, formé *Pour une Intervention Communiste*, et publie *La Jeune Taupe* (c/o Librairie Parallèles, 47, rue St-Honoré, 75001 - Paris). Pour eux, il fallait aider les emprisonnés. Mais au lieu de parler de l'Espagne, ou de la violence, ou du MIL, ou du soutien comme racket, l'article sur ce sujet dans le n° 1 de LJT ne profite de l'affaire, lui aussi, que pour régler des comptes, et démolit RI et le MC. Après avoir dit au début que, par le comité Vidal-Naquet, le "maximum d'information" a été fait (ce qui est d'ailleurs en partie faux), ils dénoncent ensuite le fait d'avoir eu recours à un tel comité (à ce sujet la formule "comité large et ouvert", qu'ils citent entre guillemets, n'est pas de nous, sans doute de RI, p. 60). Un peu de sérieux : puisque paraît-il on est d'accord sur le but (aider les emprisonnés), il faut discuter sur le moyen, mais sérieusement. Comment serait-on parvenu à faire ce "maximum d'information" sans compromis, donc sans ce comité ? par un article dans LJT quatre mois après le début de l'affaire ? Tout cela n'est donc malheureusement que des mots. C'est RI en plus petit : même style, même rapport avec les autres (déjà le titre : "Certains se démasquent !"). Il faut se distinguer : un coup à gauche, un à droite ; contre l'élitisme (RI), contre l'opportunisme (le MC). Et tout se conclut sur la référence à la "PRATIQUE DU MOUVEMENT SOCIAL", comme si eux et nous ne faisons pas partie de ce trop célèbre "mouvement social".

Un trait commun de presque tous les radicaux a été de repousser avec horreur notre action, tout en affirmant qu'il ferait le maximum si nécessaire. Humoriste méconnu, le chef du GLAT se déclarait prêt début octobre à tout faire matériellement pour les emprisonnés, de leur envoyer des fruits, à les aider à s'évader. Trop et trop peu. RI écrit que l'aide "va de soi" et "que de ce côté, toute proposition serait prise en considération" mais peut-on espérer des "propositions" utiles de gens qui, comme nous, versent dans "l'opportunisme le plus dérisoire" ? De même PIC est pour l'action, mais qu'a-t-il fait ? pourtant il n'est pas embarrassé, comme le MC par un "opportunisme tous azimuts, caractéristique de son empirisme anti-organisationnel". Alors ? A supposer que nous ayons donné dans le "frontisme", qu'ont attendu des groupes responsables disposant d'une base "de granit", comme RI et PIC, pour faire quelque chose, sans nous ou même contre nous s'ils le voulaient ? pourquoi n'ont-ils pas pris eux-mêmes des initiatives au lieu d'attendre les "propositions" d'opportunistes ? Tous ces radicaux se comportent *exactement* comme la gauche et les gauchistes, qui n'ont rien fait tout en se proposant d'agir... quand il le faudrait. Et ils nous reprochent d'imiter la gauche et les gauchistes ? C'est l'aspect le plus triste de telles polémiques.

XIV

L'affaire espagnole repose tous les problèmes et, entre autres, que la révolution, quoi qu'on en dise, a un problème d'organisation. Si, au lieu de pousser la critique du militantisme à l'absurde, le mouvement avait amélioré ses liens et sa diffusion, peut-être les espagnols n'auraient pas commis les mêmes erreurs, ou dans une mesure moindre ? Ce n'est pas l'organisation révolutionnaire qui engendre la politique, mais l'absence ou l'insuffisance d'organisation qui facilite toutes les "déviances". C'est parce que, privé des moyens de la vie, le prolétaire ne peut plus rien transformer, et vit dans la représentation du changement, qu'il est menacé par le délire : c'est-à-dire la recherche désespérée et désordonnée de l'unité perdue, à travers une unité factice (pseudo-communauté, répétition des mêmes fantasmes, spectacle). Le mouvement révolutionnaire est la même recherche, mais collective et entreprenant de transformer réellement des structures, des mentalités, avant de pouvoir les bouleverser pour de bon par une révolution. C'est une collectivité transformant et se transformant. L'IS l'a vu en parlant de "création de situations concrètes". "Qu'est ce que la société, quelle que soit sa forme ?" écrit Marx dans sa lettre à Annenkov en 1846 : "Le produit de l'action réciproque des hommes." Cela vaut aussi du mouvement révolutionnaire. Dès que, par suite d'un reflux, le mouvement révolutionnaire n'a plus la capacité d'agir, de modifier ce qui est devant lui, la majorité de ses éléments cesse de s'opposer activement à la société, et le reste maintient comme il peut la perspective. Parmi ces derniers, il est inévitable qu'une partie non négligeable, placée devant l'impossibilité de "bouleverser les conditions d'existence" (Marx), retombe dans le délire qui guette l'homme moderne, mais cette fois à *l'intérieur du mouvement révolutionnaire*, et tout en restant souvent (pas toujours) révolutionnaire, conservant une certaine capacité de subversion. Seuls résistent ceux qui ont revêtu une "cuirasse" (Reich), le militantisme par exemple. On peut se demander si, après la poussée qui suivit 1968 en France, la relative stagnation du mouvement n'est pas en train de réduire par l'intérieur une partie des éléments produits alors comme révolutionnaires, par leur englobement dans un type ou un autre de communauté illusoire. A la différence des situations antérieures analogues, la tendance au délire, ainsi défini, est bien plus forte, car la conquête de plus en plus large de la société par le capital tolère de moins en moins de refuge, rend difficile la saisie de la totalité du mouvement social (en pratique comme en théorie), et contraint les révolutionnaires à développer des aspects partiels. Une foule d'actions immédiates témoignent de la vitalité du mouvement, sans pouvoir s'unir. Il serait vain de vouloir les centraliser, tout au plus peut-on tendre à des coordinations limitées, rendues nécessaires dès que ces actes exigent une ampleur dépassant le

cadre local. En théorie, il est souvent difficile de se situer, de replacer le point approfondi dans le reste, et la théorie elle-même dans son rapport au mouvement. Ce n'est pas faire du psychologisme qu'analyser les pressions obligeant certains à développer des aspects totalement fous, dénonçant, allant d'un extrême à l'autre, répétant des formules sans en avoir assimilé le sens. Ces pressions s'exercent sur l'ensemble du mouvement : elles contraignent certains à la stérilité, d'autres à l'extravagance presque inutile, mais agissent aussi sur chacun, à des degrés divers. *Le Mouvement Communiste*, lui aussi, comme sans doute ce texte, a versé parfois dans l'exagération, signe d'une perte de la dialectique de la totalité. Mais la totalité elle-même est à la fois une et éclatée. Aussi ne s'agit-il pas d'auto-critique : mais de tenter de se situer. Reconnaître les pressions pour ne pas en tomber victime, par le suicide armé ou la démente polémique.

On a trop posé le "mouvement social" par rapport à nous, comme "une abstraction" (Marx). Dire que l'on n'agira pas en dehors d'un mouvement pratique attaquant la valeur (*Bilan du Voyou*, Ajax, Will), revient à nous poser d'emblée comme extérieurs. Bien au contraire, nous avons nous-mêmes, nous aussi, le besoin, et la capacité dans une certaine mesure, d'attaquer la valeur, - et le reste. Contre le volontarisme militant, on a raison de répéter la phrase de Marx sur ce que le prolétariat sera historiquement contraint de faire (*Sainte Famille*, chap. IV, V). Mais cette contrainte relève de la métaphysique, elle ne part plus de rapports réels, si l'on oublie qu'elle inclut aussi notre action. Voir un signe "d'extériorité" dès que des gens décident de s'organiser pour faire quelque chose, sous prétexte que c'est le "mouvement social" qui s'organise, équivaut à avoir le point de vue de la totalité (ce qui permet à l'occasion de dire des choses intéressantes) sans être soi-même plus que le point de vue de la totalité, sans en être partie prenante. En restant au niveau du tout, on peut aisément démontrer n'importe quoi, et trouver partout des traces d'extériorité au mouvement social. La dialectique devient sophisme. On peut aussi bien déceler dans "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !" des preuves d'extériorité (unissez-vous), de morale (mode impératif), de recours à l'organisation comme substitut d'une pratique sociale effective (exhorter à s'unir, alors que seule la "contrainte" de leurs besoins les unira), de programme capitaliste (unir le prolétariat au lieu de le nier), etc. Au lieu d'éplucher les textes, mieux vaut se demander ce qu'ils veulent dire, et ainsi, s'il le faut, comprendre leurs exagérations et lacunes. Un excès de sérieux mal dirigé dans la lecture des textes révolutionnaires aboutit à la fantaisie : on finit par ne plus très bien savoir de quoi l'on parle (*Bulletin communiste* n° 3, *Intervention Communiste* n° 2, R. Simon, BP 287, 13605 Aix-en-Provence). On ne peut ni être la totalité, ni vivre à son niveau : tout au plus se situer soi-même, son action, ses rapports au reste, par rapport à elle, seul moyen d'éviter la fixation ou la fuite en avant théoriques (*Le Mouvement Communiste* n° 5). Le n° 4 du MC, souvent interprété comme séparant les réalités (prolétariat/ révolutionnaires), ne faisait que les poser dans leur *unité* et *leur différence*.

Le capital organise la société, mais il est plus qu'un monstre impersonnel. Confronté à un monde qu'il doit lui aussi produire et reproduire selon sa loi, il s'incarne dans des formes (Etats, syndicats, partis, etc.), auxquelles se heurte le prolétariat, et qu'il devra détruire. La communauté du travail salarié qui nous enserre dans son monde de marchandises crée elle-même des institutions et structures secondaires associant une fonction *répressive* à une fonction *intégratrice* (école, entreprise, armée, syndicat, parti, gauchisme, etc.). Il n'est pas vrai que le capital les dissolve parce qu'il contrôle de plus en plus la vie sociale à tous les niveaux : il les produit et reproduit de plus en plus comme ses organes, et se les soumet, ce qui est différent. Le mouvement pour la communauté humaine rencontre ces communautés intermédiaires entre l'individu atomisé et la société globale, et doit les affronter, *dans* et *avant* la révolution.

Il serait stupide de vouloir "organiser" le mouvement révolutionnaire, mouvement social. Aussi n'avons-nous jamais exposé cette intention. Par contre, "s'organiser" pour réaliser nos besoins, c'est renforcer le mouvement. Il semble se développer une sorte de cybernétique du mouvement communiste, vu comme "machine contraignante" où nous serions agis. Or, partir du fait que nous serions agis, là est le raisonnement capitaliste. On revient en deçà de l'IS, et de la critique de l'idéologie ultra-gauche : comme ICO autrefois, et ceux qui veulent le ressusciter, on craint l'avant-gardisme. ICO voulait faire circuler des informations, eux de la théorie communiste : il est vrai qu'ils font aussi autre chose, mais cet aspect risque d'être submergé par la peur du parti. Le piège est de nous pousser à simplement nous exprimer, car le capital intègre ce qui n'est qu'expression. *Le Voyou* et le tract *L'école est finie* ont été cités élogieusement à *France Culture* dans une émission sur l'underground ; et des extraits du *Traité...* de Vaneigem figurent dans un manuel pour l'enseignement technique. C'est inévitable, mais la théorisation de l'automatisme social, en nous excluant de tâches nécessaires, renforce cette tendance "celui qui a commencé par courber l'échine et incliner la tête devant la "force de l'histoire", finit par dire oui chinoisement et mécaniquement à toutes les puissances, que ce soit un gouvernement, une opinion publique ou une majorité numérique, et il devient le pantin de n'importe quelle "force" qui lui tire les fils." (Nietzsche, *De l'utilité et de l'inconvénient* de l'histoire).

L'affiche *Bail à céder* et le n° 4 du MC, loin de proposer une vulgarisation ou une organisation,

exprimaient une tension, une inquiétude, devant ces difficultés. Peu l'ont compris. D'autres ont choisi la facilité, et relevé les faiblesses et passages peu dialectiques du n° 4, cherchant la faille. Il est ridicule de dresser un parallèle avec *Que faire ?* Lénine croyait résoudre une contradiction historique par l'organisation : nous insistons au contraire sur la contradiction elle-même, en exposant le caractère insoluble - jusqu'à la révolution- afin de ne pas en rester trop prisonniers. De toute façon, il semble qu'on soit toujours le léniniste de quelqu'un. Mais la philosophie du "n'y a qu'à", à quoi aboutissent nos critiques, contrepartie de l'exhortation militante, ne donne aucun moyen d'aborder le problème. Elle s'est révélée telle dans l'affaire espagnole : justification presque haineuse de l'inaction (*Négation - Le Voyou*), voire indifférence complète (BC et IC d'Aix).

C'est encore être victime du capital que s'attarder sur les faiblesses des autres. La critique permanente sert à éluder l'approfondissement de ses propres positions, et surtout de sa propre situation dans le mouvement. C'est justement parce que les adversaires du MC n° 4 n'arrivent pas à voir que le révolutionnaire est lui-même, mais dans un mouvement collectif, qu'ils ont interprété les propos sur la "stratégie" comme effort pour tout organiser, et autour de nous. Pourtant on n'a jamais dit ce que nous voulions faire en invitant les autres à s'y rallier, mais ce que, dans son ensemble, le mouvement serait historiquement "contraint" de faire, et que nous essayons de faire, nous aussi, comme partie de ce tout. On ne définissait pas une stratégie pour tout le mouvement que nous encadrerions, mais une stratégie de tout le mouvement, sa perspective générale. Pourquoi craindre d'exposer les objectifs principaux, sous peur de tout organiser ?

L'anti...Vichy demande avec sarcasme ce que le MC a bien pu transformer. C'est seulement une réponse partielle, mais on pourrait dire : au moins nous mêmes, un peu (pas seulement certains de ceux qui l'ont publié, mais d'autres alentours). Nous avons éprouvé la dérision de complaisances propres au "milieu révolutionnaire", et les reconnaissons comme autant de pièges de cette société. Rien n'est irréversible ; des réactions de ce genre sont fragiles. Au moins on aura reconnu la détresse humaine exprimée et cachée par de telles attitudes. Être révolutionnaire, est aussi ressentir le besoin d'un refus de ces facilités, même limité dans son effet, et précaire. *L'intériorisation* par les éléments radicaux de comportements typiquement capitalistes (cynisme, isolement, agressivité, répétition, etc.) qui finissent par former un véritable "caractère" du révolutionnaire ou supposé tel, est aussi dangereux que la confusion théorique. Lorsque j'ai écrit le texte sur le GLAT (et ICO), pour la réédition du n° 1 du MC, je ne cherchais pas à convaincre de la nature peu révolutionnaire de ce groupe : le lecteur qui aurait conclu à l'inutilité de lire le bulletin du GLAT aurait fait un contre-sens. Cette critique faisait avant tout ressortir la misère (et bien sûr le danger) de cette volonté de concurrence, qui se traduisait (et s'est traduit récemment paragr. XIII) par une déformation presque puérile du présent et du passé, à seule fin de faire valoir un groupe contre d'autres.

Ceux qui ne voient ici que "psychologie" montrent qu'ils la conçoivent comme domaine *séparé* ils méprisent la psychologie, mais raisonnent en psychologues. Marx aborde lui-même en 1844 la raison de l'agressivité dans le langage aliéné, qui imprègne aussi les révolutionnaires (*Œuvres*, Gallimard, II, 32). On a tendance à discuter à partir des "objets" que sont journaux, groupes, etc., et non de ce qu'on est et fait réellement. On s'intéresse plus au texte qu'à ce qu'il désigne. On ne s'aborde qu'à travers des représentations. A la limite, chacun porte un masque et ne voit plus dans l'autre qu'un autre masque.

Ceux qui voient ici une néo-morale montrent qu'ils ne parviennent pas à comprendre le besoin profond à la racine du mouvement révolutionnaire. Lorsqu'on a défini une situation "objective" comportant les pressions évoquées ci-dessus, on n'a rien dit : car cette situation inclut aussi notre réaction contre elle. Par conséquent, chercher à résister aux tendances qui nous poussent vers ces attitudes, n'est pas réagir de l'extérieur, par un simple effort de volonté, mais affirmer notre être profond. Sur un autre plan, on ne peut reporter la solution de ses "problèmes personnels" au jour de la révolution ; ni être révolutionnaire d'abord, et les résoudre ensuite. On n'ira vers la solution des contradictions "personnelles" et "révolutionnaires" qu'en les abordant de front, comme on pourra. Elles persisteront jusqu'à la destruction de leur base : mais éluder le problème sous ce prétexte, conduit à le subir davantage. Les révolutionnaires qui ne se sentent pas concernés, rappellent trop l'homme qui, hurlant, répète qu'il ne crie pas.

La "crise" oblige à comprendre que les positions exposées depuis quelques années par la minorité radicale (dont le MC), non seulement ont été souvent mal interprétées, mais sont également insuffisantes par elles-mêmes. Sans se replier sur un travail théorique exclusif du reste, ni effectuer aucune révision déchirante, on reviendra au noyau rationnel, au capital, au communisme, en particulier à la valeur. Contrairement aux apparences, ou à ce qu'on a pu croire, nous sommes loin d'avoir assimilé la gauche italienne (ne parlons même pas de Marx). Beaucoup ont plaqué d'ailleurs certains aspects de Bordiga sur un fond ultra-gauche ou même "anarchiste" mal dépassé. Le même facteur (grande incompréhension du prolétariat) se retrouve dans l'erreur des espagnols (violence détachée du prolétariat, et entre autres des groupes ouvriers radicaux), de RI (violence conçue comme œuvre du "groupe révolutionnaire"), de *Négation-Le Voyou* (violence vue sous le seul angle

de la délinquance), et dans *Le Mouvement Communiste* (difficulté à poser le problème dans son ensemble). La faiblesse théorique n'est jamais la cause ultime des errements divers : elle les aggrave toujours.

1. Constaté la non-communauté (au moins provisoire) avec toutes sortes de gens. D'abord avec les individus ou groupes du genre de ceux mentionnés aux paragr. XIII et XIV. Mais aussi avec d'autres - certains très proches, en apparence - qui ne liront pas dans ce texte la critique de leur propre existence : ou comment le manteau de leurs attitudes dissimule une soumission profonde au capital, y compris dans leur vie "quotidienne", et les éloigne de la communauté. Ce texte critique chacun de nous, mais certains plus que d'autres, et même certains plus que ceux qui y sont directement attaqués.

2. Refuser de cautionner des suicides collectifs. En pratique, rompre, non pas obligatoirement avec ceux qui font une analyse différente de la violence, mais par principe avec tous ceux incapables de donner une définition claire de leur propre usage de la violence.

3. Reprendre la théorie en développant, comme on peut, liens et contacts.

4. En particulier, reprendre l'analyse du mouvement communiste actuel. On déplacerait le problème en le centrant sur les groupes qui ont failli. C'était indispensable dans une mise au point ; c'est secondaire à long terme. L'important est de voir de quoi ces faillites sont le signe et le produit.

(avril 1974).

La violence est un rapport nécessaire dès qu'une situation bloquée ne peut se résoudre sans recours à la force. L'Etat intervient beaucoup plus directement en Espagne qu'en France parce que le capital y est beaucoup moins présent dans tous les aspects de la vie. Aussi la violence y est-elle plus souvent un moyen de satisfaire une revendication ou de mener une action radicale, comme le prouve l'histoire du « MIL ». Mais son évolution montre également comment la violence change de fonction et s'autonomise du mouvement révolutionnaire dès qu'il n'est plus capable de la maîtriser. Face aux procès de Barcelone, la tâche minimum était et reste d'aider les emprisonnés comme on le peut, et de faire connaître la réalité du mouvement contre le mensonge des Etats, de la gauche, des gauchistes ; mais aussi de clarifier la question de la violence, et de limiter ainsi les erreurs et errements présents et futurs.